

MOTION DU CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX

**SUR LES PROJETS DE LOI INSTITUANT UN REGIME
UNIVERSEL DE RETRAITE**

Adoptée par l'Assemblée générale des 10 et 11 janvier 2020

Prenant connaissance aujourd'hui des projets de loi organique et ordinaire présentés par le gouvernement aux fins d'instituer un régime universel de retraite,

Le Conseil National des Barreaux, réuni en assemblée générale,

SALUE la mobilisation historique des avocats et des barreaux ;

S'INSURGE CONTRE la suppression du régime autonome de retraite des avocats ;

En effet, un tel projet participe :

- de la destruction du modèle économique de la profession d'avocat,
- de la disparition annoncée de cabinets d'avocats qui assurent la justice de proximité et l'accès au droit créant ainsi des déserts judiciaires au détriment des intérêts des citoyens et des acteurs économiques.

Ces textes confirment :

- le doublement du taux de cotisations retraites sans disposition pérenne et satisfaisante pour réparer le préjudice économique subi par la profession,
- la baisse de la retraite de base,
- le transfert des réserves constituées par la caisse de retraite des avocats au régime universel dès 2022,
- la dilution de la représentation des avocats dans la gouvernance du futur régime.

Ces projets de loi sont inacceptables pour les avocats.

En conséquence, le Conseil national des barreaux :

APPELLE tous les avocats de France à poursuivre le mouvement de grève dure pour la semaine du 13 janvier 2020 ;

CONSTATE que le gouvernement porte toute la responsabilité de la situation actuelle et lui demande de présenter et discuter toutes mesures concernant les avocats de nature à sortir de cette crise ;

PREND ACTE de la proposition de la Garde des Sceaux et du secrétaire d'Etat en charge des retraites de rencontrer les représentants de la profession ce lundi 13 janvier 2020 à 11 heures, date à laquelle les avocats se rassembleront à l'initiative de leurs barreaux ;

RAPPELLE la journée de mobilisation nationale du 3 février 2020, avec le collectif SOS retraites.

Fait à Paris, le 10 janvier 2020